

VOLUME 7, NUMÉRO 3, JANVIER 2008

ULTIMATUM

LE JOURNAL DE L'ASSOCIATION POUR UNE SOLIDARITÉ SYNDICALE ÉTUDIANTE



ÉDITORIAL

CHAUFFONS LES PAVÉS !

Par le Conseil exécutif

L'automne fut un véritable marathon atteignant son sommet lors d'une intense semaine de grève dans de nombreuses associations, ponctuée d'une multitude d'actions revendicatrices autour de la plate-forme « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! ». Tenons-nous-le pour dit, cette semaine n'était pas le point culminant de la campagne. C'est en tout cas ce que les associations étudiantes membres de l'ASSÉ ont décidé lors du Congrès des 1er et 2 décembre dernier. L'ASSÉ se dirigera donc cet hiver sur une nouvelle ronde de contestation des mesures injustes mises de l'avant par le gouvernement en éducation postsecondaire, en particulier la hausse des droits de scolarité universitaires. Ce qui est demandé : un réinvestissement massif de fonds publics en éducation postsecondaire afin d'améliorer les ressources et services dans les cégeps et universités, de même que l'accessibilité aux études. Deux mesures sont prioritaires en matière d'accessibilité, l'adaptation des services de garderie en milieu postsecondaire afin de donner un réel coup de main aux parents qui sont encore aux études, ainsi que l'élimination à terme de tous les frais imposés aux étudiants et aux étudiantes pour accéder à l'éducation postsecondaire, la gratuité scolaire!

Cette plate-forme de revendication, l'ASSÉ la met de l'avant depuis un an et demi. Au cours de cette période, plusieurs actions de visibilité ont été faites, de même que des actions de masse et de perturbation. Malgré cela, le gouvernement du Québec a imposé une hausse des droits de scolarité sans apporter des ajustements en conséquence au régime de prêts

et bourses. Et ce, même lorsque le parti libéral a été réélu de manière minoritaire et qu'un sondage d'opinion paru dans le Journal de Montréal en novembre 2007 est venu démontrer que la population du Québec désapprouve cette mesure à hauteur de 66 %. Notons toutefois que les deux autres partis politiques en place à Québec ne se sont pas opposés à la hausse des droits de scolarité. La ministre de l'Éducation tient d'ailleurs pour acquiescente la légitimité de ses orientations en éducation; oublie-t-elle que les élections du Québec ne sont qu'une fois aux 4 ans et qu'ils sont loin d'être un vote sur une question référendaire précise? Dans une société où les opinions sont aussi diversifiées et les fractures idéologiques aussi difficiles à cerner, peut-on vraiment croire que la population appuiera toutes les mesures mises de l'avant par un gouvernement? C'est dans ce contexte que nous pouvons croire que seule la mobilisation des forces étudiantes progressistes et des mouvements sociaux pourra mener à une victoire dans le domaine de l'éducation postsecondaire.

Dans la perspective du syndicalisme de combat dont l'ASSÉ se revendique, il est inévitable de lutter pour faire entendre nos revendications qui sont ignorées par les pouvoirs politiques, économiques et institutionnels. Le plan d'action établi pour la session d'hiver s'inscrit dans cette optique et vise à marquer une escalade dans les moyens de pression entamés de façon plus intense depuis l'automne dernier, mais aussi au cours de l'année précédente. Au menu, diverses actions de perturbation économique et politique afin de bien marquer les liens étroits entre ces groupes et notre opposition aux mesures qu'ils mettent en

place. Ensuite, quelques actions symboliques et une grande manifestation nationale dans les rues de Québec devant précéder ou coïncider avec le lancement d'une campagne de grève générale illimitée dans les associations les plus mobilisées à ce moment.

Une classe politique refuse d'entendre ce que la société demande pour l'éducation postsecondaire, il faut la forcer à l'écouter! Pour ce faire, il n'y a pas de bon, ni de mauvais moment. Partout le néolibéralisme ronge nos institutions. Des affronts ont été faits, il faut les dénoncer. L'impôt devient de moins en moins progressif et les grandes compagnies ne paient qu'une fraction, quand elles paient encore, de leur dû à la société pour l'éducation dispensée à leurs futurs employé-e-s. Le fardeau financier de ces mesures est refilé aux étudiants et aux étudiantes, qu'on souhaite de plus en plus assimiler à des consommateurs et consommatrices. De plus, on ose nous faire croire que la qualité des ressources et de l'éducation en sera augmentée si les étudiants et les étudiantes paient plus. Pourtant, l'embauche de professeur-e-s stagne encore, les bibliothèques ont un tel retard qu'il faudra d'importants investissements de mise à niveau pour elles seules, certaines institutions sont en décrépitude et manquent d'espace pour dispenser leurs cours, et nous pourrions continuer encore longtemps de cette manière. D'ailleurs, nous le ferons lors d'une tournée de sensibilisation sur le sous-financement de l'éducation qui prendra place au cours des mois de janvier et février un peu partout à travers la province.

Dans le froid et la neige, mettons de l'avant la solidarité pour réchauffer l'ambiance, et d'un pas décidé, allons chauffer les pavés!

Mot de bienvenue !

Toutes nos salutations les plus militantes aux nouveaux et nouvelles membres qui se joignent à nous dans la lutte. L'ASSÉ est ravie d'accueillir au sein de son organisation les associations étudiantes d'Anthropologie de l'Université Laval (AÉÉA-UL) et de Science politique et Philosophie de l'Université de Montréal (AESPEP-UdeM) qui se sont affiliées en assemblée générale les 26 septembre et 17 octobre dernier. Alors bienvenue à vous, en espérant que votre présence saura réchauffer les rangs de l'ASSÉ en cette session d'hiver qui s'annonce mouvementée.

Pour vous informer sur la campagne Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! que mène l'ASSÉ depuis déjà près de 2 ans, ainsi que sur le projet de gratuité scolaire que supporte l'ASSÉ depuis sa fondation, visitez ces sites internet :

- www.asse-solidarite.qc.ca

- www.gratuitescolaire.info



Sommaire

Cégep : aire d'éducation à protéger.....	p.3
Dossier Dégel des frais de scolarité.....	p.4
Le dégel ne pardonnera pas.....	p.5
S'unir dans la lutte : à quel prix.....	p.6
Le mouvement : de 1983 à 2006.....	p.6
Un modèle qui rend folle.....	p.7
Répression accrue, riposte en vue.....	p.7
Le commando-bouffe du 4 décembre : une action politique anticapitaliste.....	p.8

L'Ultimatum est le journal de l'ASSÉ, il est produit par le Comité journal et ses collaborateurs et collaboratrices. Ont contribué à ce numéro : Éloï Bureau, David Clément, Chloé Domingue-Bouchard, Guillaume Fortin, Justine Rouse-Lamare, Julien Vadeboncoeur et le Conseil exécutif. Remerciements à Bertrand du Comité des sans-emploi Montréal-centre et à Jean-Claude Drapeau de la FAC pour leur collaboration. / Pour la correction : Chloé Domingue-Bouchard, Philippe Fortier-Charette, Farid Hadj-Messaoud, Justine Rouse-Lamarre et Valérie Soly. / Photos : David Simard (<http://ase.ath.cx/badacid>). / Mise en page : Julien Vadeboncoeur

Impression : Payette et Simms. / Tirage : 20 000 exemplaires
Distribution : on fait notre possible!

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec :
ISSN : 61999, No. 619994

CÉGEP : AIRE D'ÉDUCATION À PROTÉGER

Par la FAC, Fédération autonome du collégial

**Partout au Québec,
l'avenir passe par nos cégeps**

En tant qu'enseignantes et enseignants de cégep, nous en sommes convaincus. Le réseau collégial fête ses quarante ans. Pourtant, son avenir est toujours assombri par de nombreuses menaces avérées. Sous-financement chronique du réseau et de l'enseignement, décentralisation, réduction de l'accessibilité aux études, concurrence effrénée, détérioration des conditions de travail, menace de mise en force de droits de scolarité, voilà autant de coups assésés au réseau collégial ne visant ni plus ni moins que son éclatement. Mais, la preuve de leur nécessité n'est pourtant plus à faire. L'enjeu est tout autre. Il ne faut pas être dupe et faire savoir haut et fort nos revendications et les fondements sociaux à la base de celles-ci.

Pour le droit à l'éducation

« Le droit de chacun à l'instruction, idée moderne, réclame que l'on dispense l'enseignement à tous les enfants sans distinction de classe, de race, de croyance, et cela, de l'école primaire jusqu'à l'université. » Et c'est à l'État, garant du bien commun, de fournir les ressources, financières et autres, qui permettront à toutes et tous de poursuivre leurs études. Ces idéaux d'accessibilité et de gratuité scolaire sont à l'origine de la création des cégeps, en 1967, et de la démocratisation de l'enseignement universitaire.

Les valeurs néolibérales nous conduiront-elles, comme société québécoise, à renoncer à ces idéaux ?

Derrière l'intention de dégeler les droits de scolarité dans les universités, ou d'en introduire dans les cégeps pour la formation technique, se profilent les notions néolibérales de privatisation et d'utilisateur-payeur. Que dissimulent ces tendances ? L'éducation postsecondaire est-elle toujours un droit fondamental ? Faudra-t-il désormais la considérer comme une marchandise exclusivement à l'usage des mieux nantis ? Comment alors parler d'égalité des chances et d'accessibilité ? N'est-il pas étrange, dans un contexte où sévit la pression pour augmenter les « taux de réussite » et de diplomation, de privilégier des choix condamnant les étudiantes et étudiants à multiplier les heures de travail rémunérées afin de poursuivre leurs études ? L'augmentation des frais de tout ordre n'est-elle pas uniquement une façon, pour l'État, de se désengager de ses

responsabilités en enseignement supérieur ? La réponse va de soi.

En conséquence, la bataille pour le maintien du droit à l'éducation n'en est que plus exigeante. Heureusement, les cégeps, fleuron de la Révolution tranquille, ont la cote dans l'opinion publique. Un seul choix : continuer de revendiquer l'accessibilité à l'éducation au détriment de la formation qualifiante aux fins du développement économique.

Pour le maintien d'un DEC national

La réforme du collégial, entreprise en 1991 par le gouvernement libéral de l'époque, a amorcé la décentralisation de l'élaboration des programmes, en particulier au secteur technique. Non seulement cette réforme a-t-elle accentué la concurrence entre les cégeps, mais elle a grandement compromis le principe d'équivalence nationale de la formation entre les mêmes programmes à travers le Québec.

« Le droit de chacun à l'instruction, idée moderne, réclame que l'on dispense l'enseignement à tous les enfants sans distinction de classe, de race, de croyance, et cela, de l'école primaire jusqu'à l'université. »



Alphonse-Marie Parent

L'une des missions de l'ordre collégial ne consiste-t-elle pas à garantir, pour l'ensemble de la population québécoise, une accessibilité à des études postsecondaires équivalente partout sur le territoire ?

Il importe de préserver, dans l'ensemble des régions du Québec, des diplômes d'études collégiales de nature et de valeur comparables. Une géométrie trop variable dans la composition des programmes, d'un cégep à l'autre, va entraîner des iniquités, encore plus grande, pour l'ensemble de la population étudiante du Québec. Il faut revendiquer le principe de la mobilité des

étudiantes et étudiants d'un cégep à l'autre.

De plus, rappelons que l'ordre collégial forme des citoyennes et citoyens tout autant que des travailleuses et travailleurs et qu'à ce chapitre, la formation générale joue un rôle déterminant. En ce moment, cette composante essentielle, tant au secteur préuniversitaire qu'au secteur technique, est une fois de plus remise en question. Il faut revendiquer le DEC national, seul garant d'une place fondamentale pour la formation générale.

Pour un financement véritable du réseau collégial

Dans les vingt dernières années, et de façon plus criante dans les dix dernières, l'ordre collégial a subi de douloureuses coupes budgétaires, notamment dans les ressources dévolues à l'enseignement. En ville comme en région, les cégeps et les centres d'études collégiales se sont vus amputer une part de leur financement, ce qui en a forcé plus d'un à faire des choix organisationnels pour le moins radicaux. Les suspensions et les fermetures de programmes se multiplient, et des formules pédagogiques de tout acabit sont mises en place dans le but de contrer les effets néfastes de ce sous-financement.

Dans les dernières années, les quelques investissements consentis avaient-ils pour objet de combler les failles systémiques ou s'agissait-il plutôt d'ajustements administratifs ou « cosmétiques » ? La décentralisation n'est-elle pas une façon, pour le gouvernement, de se désengager de l'enseignement collégial ? Le sous-financement ne force-t-il pas les régions à s'occuper elles-mêmes des problèmes de financement de leurs cégeps ? Cela n'est-il pas discriminatoire compte tenu des disparités régionales au plan socio-économique ?

Le financement de l'enseignement supérieur et, en particulier, de l'ordre collégial doit être revu. Il faut garantir, dans l'ensemble du réseau collégial, un financement qui soit basé sur les besoins réels et qui tienne compte du rôle des cégeps dans leur milieu grâce au maintien d'une carte diversifiée de programmes.

Si le droit à l'éducation et le DEC national sont les deux fondements des cégeps publics, seul le financement adéquat de l'État pourra garantir leur survie. C'est à cette tâche qu'il faut continuer d'œuvrer sans relâche.

IMPLIQUE-TOI DANS UN COMITÉ DE L'ASSÉ

**INFORMATION
RECHERCHE ET
AFFAIRES ACADÉMIQUES
RELATIONS
INTERNATIONALES**

**FORMATION
JOURNAL
FEMMES
MOBILISATION**

LE DÉGEL, C'EST COMBIEN ?

On entend souvent dire que le dégel ne serait qu'un 50 \$ de plus ou encore, quelque 11 ¢ l'heure de cours. Mais au-delà de cette démagogie, le dégel se chiffre concrètement à 500 \$ de plus par année et consiste en une augmentation de 30 % des frais de scolarité déjà perçus. Notons par ailleurs que les frais de scolarité s'accompagnent toujours de ces fameux frais afférents qui eux, ne sont aucunement réglementés et augmentent sans cesse. Quoi penser lorsque l'on sait que le revenu étudiant moyen se chiffre à 11 500 \$ pour les hommes et 10 800 \$ pour les femmes (MEQ 2003 et FEUQ 2006) alors que le seuil de la pauvreté est de 14 126 \$ (Institut de la statistique du Québec 2003), et que l'endettement moyen après le bac s'établit à 13 100 \$ (MEQ 2001-2002).

Tableau du dégel projeté par les Libéraux

Années	Automne	Hiver	Total	Coût supplémentaire
2007-2008	884 \$	884 \$	1 768 \$	100 \$
2008-2009	934 \$	934 \$	1 868 \$	200 \$
2009-2010	984 \$	984 \$	1 968 \$	300 \$
2010-2011	1 034 \$	1 034 \$	2 068 \$	400 \$
2011-2012	1 084 \$	1 084 \$	2 168 \$	500 \$

POUR OU CONTRE ?

Quand vient le temps de prendre position sur la question du dégel des frais de scolarité, tout le monde peut se faire une idée nous dira-t-on, mais lorsque l'on porte son regard sur les organisations qui supportent un tel projet, nous voyons la société québécoise se diviser en deux camps. D'un côté, on entend les trois partis politiques dominants entonner en coeur avec l'Institut économique de Montréal et le Conseil du patronat du Québec le refrain du dégel. De l'autre côté, la quasi-totalité des associations étudiantes de même que les trois grandes centrales syndicales (CSN, CSQ et FTQ), plusieurs autres syndicats tels la Fédération autonome du collégial et quelques associations de défense des droits sociaux (ADDS, OPDS, etc...) se positionnent, pour leur part, ouvertement contre le dégel; ils y voient une régression dans la démocratisation de l'enseignement. Alors que les élites politiques et économiques récitent le credo néolibéral véhiculé par les institutions de la finance internationale, les travailleurs et travailleuses, les étudiants et étudiantes et les plus démunis s'inquiètent de l'avenir de la société : quelle idée de la Justice à l'ère du néolibéralisme?

Robert, je crois qu'on va avoir de la difficulté à boucler notre année !

Qu'est-ce que tu veux qu'on en fasse de la réduction de 100 \$ sur les impôts, les frais de scolarité des enfants ont augmenté de 200 \$ juste cette année. Pis c'est pas fini, ça va coûter 1 000\$ de plus dans une couple d'années.

T'en fais pas chérie, le gouvernement a baissé les impôts, ça va nous faire un coussin.

LA DESTRUCTION DE LA RESPONSABILITÉ COLLECTIVE À L'HEURE DU NÉOLIBÉRALISME

À l'heure de la Révolution tranquille, la classe politique dirigeante admettait aisément que la société capitaliste était source d'injustice et que l'État devait s'employer à en réparer les dégâts. C'est à cette époque qu'on voit apparaître l'éducation

publique, l'assurance maladie, l'assurance-chômage, l'assistance sociale, etc. Et voilà, il aura fallu une trentaine d'années pour que le discours libéral se réorganise sous l'apparence d'une politique nouvelle : le néolibéralisme. Cette idéologie soutient maintenant que l'individu est le seul responsable de sa condition et que c'est par son seul effort qu'il peut améliorer sa condition. Par ailleurs, toute intervention de l'État visant à promouvoir la solidarité sociale ne pourrait qu'entraver le libre marché (celui de l'emploi, de l'éducation, de la santé, etc.) qui est garant de l'harmonie sociale (sic). Bien sûr, les réformes gouvernementales ne sont jamais aussi radicales dans le discours (on comprendra pourquoi), mais c'est dans cette direction qu'elles nous entraînent progressivement. Allons-nous nous laisser faire?

Vous en faites pas, on la laissera pas passer celle-là !



LE DÉGEL NE PARDONNERA PAS

**Par Julien Vadeboncoeur,
étudiant à L'UQAM**

Une heure de cours coûterait juste en deçà d'une heure au cinéma et à peu près le prix d'un Big Mac. C'est ce que nous ont servi les chroniqueurs et chroniqueuses de tout acabit au cours de l'année pour appuyer ouvertement le dégel des frais de scolarité. Pourtant, même si les analyses démontrent clairement que les hausses de frais attaquent l'accessibilité de plein fouet, les élites politiques continuent de réciter le credo néolibéral sans rougir... « Euh... c'est comme ça le marché, les prix montent, c'est l'inflation, euh... c'est le marché, euh... » Il n'en demeure pas moins que le système d'éducation public demeure un des plus grands acquis de la Révolution tranquille. Véritable outil de solidarité collective, il fut une des pierres angulaires de l'amélioration du sort des Québécoises et des Québécois, que s'est-il passé?

Le gel des frais de scolarité, c'est pour les riches ça!

À en croire Nathalie Elgrably, fière promotrice du Québec inc., le faible coût des études profite aux riches. « Les jeunes de familles riches sont deux fois plus nombreux à fréquenter l'université que ceux dont les parents gagnent un faible revenu. Vos grèves et vos manifestations visent donc à réclamer aux contribuables moyens de financer l'éducation des enfants de leurs voisins mieux nantis. » La pauvre n'a sûrement pas compris que c'est précisément sur ce point que le mouvement étudiant insiste. L'enseignement supérieur ça ne doit pas être que pour les riches! Éliminer les frais de scolarité doit faciliter l'accès pour les plus pauvres. Et les riches, on les reprendra à l'impôt (progressif), c'est à ça que ça sert non?

Les études démontrent ainsi, sans contredit, que plus on augmente les frais en éducation, moins les malheureux y ont accès, mais peut-être ne suffit-il que d'y réfléchir. Comme le révèle une récente étude du ministère de l'Éducation, il se trouve « qu'en Ontario [après des hausses importantes de frais de scolarité], la proportion des répondants avec un revenu familial de moins de 40 000 \$ a diminué pour atteindre 15 % en 2001, alors qu'elle était de 22,6 % en 1997. » Et l'étude de rajouter « Sans surprise, les droits de scolarité ont un effet négatif sur la probabilité de s'inscrire. » Le cas Ontarien commence déjà à refléter cette triste réalité où ne va pas à l'université qui veut, ni qui peut, mais qui paye.

La classe politique québécoise aime pourtant bien se référer au cas canadien : « C'est ici que ça coûte le moins cher ». Mais l'étude du ministère estime alors que si les frais de scolarité québécois étaient portés à la moyenne canadienne, on assisterait à une réduction brute de près de 21 % de la fréquentation, soit environ 49 000 inscriptions en moins. C'est dire que pour la jeunesse québécoise, des mesures favorisant l'accessibilité en éducation, ça fait la différence et, en

conséquence, rejoindre le modèle canadien serait un fiasco monumental. Mais ce portrait ne semble pas alarmer outre mesure le gouvernement Charest qui fonce tête baissée en se targuant de corriger cette injustice par un pseudo programme d'aide financière aux études (AFE).

Les prêts et bourses devraient faire l'affaire!

La même étude nous révèle alors que même si les prêts et bourses étaient indexés de ce qu'il en coûte en augmentation de frais, ça ne saurait corriger complètement l'injustice commise. « En supposant de plus que la perception des prêts soit telle qu'un dollar reçu en aide (bourse ou prêt) compense exactement un dollar de hausse des droits, on peut estimer que l'AFE permettrait d'éviter le départ de 12 500 étudiants, soit le quart de la perte brute calculée initialement. » Mais qu'en est-il réellement de la bonification du régime de prêts et bourses annoncée par la ministre Courchesne l'été dernier.

La ministre a annoncé un investissement de 31,2 millions de dollars. Précisons d'emblée qu'il y a bien des années que l'AFE n'a pas été indexée au coût de la vie et qu'on pourrait voir, de prime abord, dans cette annonce une compensation rétroactive. Mais le gouvernement ne l'entend pas ainsi. À ses dires, cet argent devrait permettre de compenser le dégel des frais de scolarité pour les moins nantis. Or, au Québec, on compte environ 133 000 bénéficiaires du régime de l'AFE. Peut-être que le gouvernement croit que

nous ne savons pas compter, mais toujours est-il que la bonification représente à peine 235 \$ par année par personne pour un dégel qui en coûte 500. Trouvez l'erreur.

Nous voyons alors que le dégel n'est même pas compensé de moitié, et ce, pour ceux et celles qui ont droit aux prêts et bourses. Et oui, car quiconque a tenté de bénéficier de l'AFE s'est rendu compte qu'avoir accès au régime est un véritable bras de fer.

- Non, vous ne pouvez pas avoir accès aux bourses, vos parents gagnent 50 000 dollars par années, dit le préposé.

- Mais, de répondre l'étudiant, mes parents ont pas d'argent en banque pis y m'en donne pas de toute façon. Tout est sur l'hypothèque et le char. Y sont dans les dettes jusqu'au cou, y en ont pour 30 ans à payer encore.

- Vous pouvez toujours les poursuivre, veuillez remplir le formulaire w9450393837.

Rien n'est fait pour faciliter l'accès aux prêts et bourses ou, devrais-je dire, tout est fait pour vous en éloigner. Déjà qu'il est difficile d'y avoir accès, quoi penser quand ils sont carrément insuffisants.

Le gouvernement maquille son désengagement en éducation. Il sait pertinemment que ses réformes diminueront la fréquentation des universités par les jeunes des milieux populaires et il s'en fou. Il annonce ses bonbons, nous inonde de chiffres et rêve qu'on soit « comme au Canada » où les hausses de frais ne se font pas attendre. Mais l'éducation publique, véritablement accessible, s'est révélée être un puissant outil d'émancipation collective au cours de notre histoire. Elle a été acquise de hautes luttes et la conjoncture réclame que nous nous levions encore une fois car le gouvernement libéral veut tout démanteler.

**L'université,
c'est pour
les riches !**



NATHALIE ELGRABLY

S'UNIR DANS LA LUTTE : À QUEL PRIX?

Par Éloï Bureau et David Clément, étudiants à l'UQO

Lors du Congrès de l'ASSÉ des 1er et 2 décembre dernier, les associations membres ont convenu de relancer une campagne de grève générale illimitée (GGI) pour cette session d'hiver. C'est dans le cadre de ces discussions et suite à une plénière sans grandes équivoques sur les relations possible entre l'ASSÉ et les fédérations étudiantes (FECQ/FEUQ), que fût adopté la résolution suivante :

« Que l'ASSÉ, dans la mise en oeuvre de son plan d'action "Pour un réinvestissement, pas n'importe comment!", ne collabore pas avec la FECQ et la FEUQ, mais que l'ASSÉ invite l'ensemble des étudiants et étudiantes à participer à ses actions ». Cette résolution, qui peut de prime à bord apparaître rébarbative aux non-initié-e-s, se justifie toutefois par nombres d'arguments d'ordre stratégique et idéologique.

Premièrement, malgré les appels répétés de la FEUQ à une plus grande coopération entre les fédérations et l'ASSÉ, force est de constater que les beaux discours ne se sont pas concrétisés lors de la dernière session. Au contraire, alors que les membres de l'ASSÉ menaient une campagne de GGI, plusieurs manoeuvres obscures visant l'échec de cette campagne furent observées. Ces manoeuvres, parfois très peu subtiles, furent démasquées et attribuées à la FECQ et la FEUQ sur des campus tels l'UQO, l'Université de Sherbrooke et le Cégep de Saint-Laurent. Il est donc certain qu'aucun lien de confiance n'a été créé lors de la dernière session. En fait, les craintes de ceux et celles qui affirmaient que les fédérations s'organisaient pour contrer la campagne de GGI de l'ASSÉ ont été confirmées.

Du côté des revendications, celles de la FECQ/FEUQ et de l'ASSÉ s'opposent presque en tous points. Certes, l'ASSÉ comme la FEUQ s'opposent bel et bien à l'augmentation des frais de scolarité, mais les principes qui sous-tendent l'opposition de l'ASSÉ sont d'ordres idéologiques. Par exemple, l'ASSÉ revendique la non-ingérence du privé dans le financement de l'éducation, l'abolition de tous frais exigés aux étudiants et étudiantes ainsi que l'abolition de la Loi C-43. Du côté des fédérations, leur opposition au dégel est une nécessité corporative et ne représente pas une divergence idéologique, car il n'y a pas de remise en question de la légitimité des frais de

scolarité, de l'ingérence du privé ou encore des lois antisyndicales. Qui plus est, dans son mémoire déposé à la ministre de l'Éducation, la FEUQ reconnaît la légitimité des frais afférents, même s'ils sont de nature pédagogiques. Aussi, de par ce manque d'idéologie et ce surplus de pragmatisme politique, la FEUQ tente depuis déjà quelques mois de publiciser ce qui deviendra probablement sa revendication maîtresse, soit l'impôt post-universitaire (IPU). Encore une fois, cette proposition accepte et met de l'avant le principe d'utilisateur-riche/payeur-euse, ce à quoi l'ASSÉ s'oppose farouchement.



Finalment, les types de luttes préconisées sont totalement différents. Alors que l'ASSÉ y va d'un syndicalisme de combat et cherche à établir un rapport de force par la mobilisation des

masses estudiantines, les fédérations préfèrent généralement la « gestion de coupure » par le lobbying. Cette dernière approche est toutefois boiteuse dans le cas actuel, où l'ensemble des partis siégeant à l'Assemblée nationale appuie l'augmentation des frais. En fait, elle ne peut mener qu'à une régression de l'accessibilité financière aux études, car aucun acteur politique n'est prêt à concéder ne serait-ce que le retour au gel des frais de scolarité. Il est évident que la frange lobbyiste du mouvement étudiant ne peut réellement défendre le droit à l'éducation, autant par ses stratégies politiques que par ses revendications. De plus, en s'associant à ces revendications et ces moyens d'action, le mouvement étudiant combatif et les revendications qu'il porte ne pourraient qu'en être discrédités dans son argumentaire et ses stratégies.

Pour ces raisons, ainsi que de nombreuses autres non exposées ici*, il apparaissait important que l'ASSÉ se dote d'une ligne directrice pour mener à terme sa campagne de GGI à l'hiver sans ambiguïtés et en défendant des positions définies, ce qui n'est pas encore le cas des fédérations. Aussi, le libellé de la résolution étant clair, cette position s'applique pour le présent plan d'action et ne ferme aucunement la porte au dialogue entre l'ASSÉ et la FECQ/FEUQ. Par contre, l'ASSÉ se dote tout simplement de moyens afin que ses revendications soient entendues dans leur intégrité.

Critique du livre
de Benoît Lacoursière :

Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006

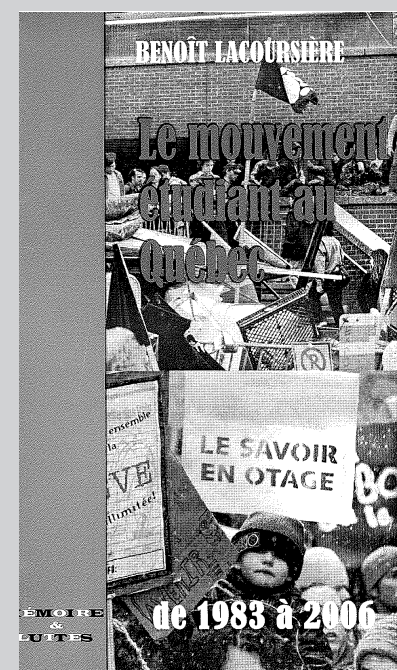
Par Guillaume Fortin,
étudiant à l'UQAM

Le militantisme étudiant constitue une force sociale d'importance au Québec et ça ne date pas d'hier. La connaissance de l'histoire de ce mouvement est donc un excellent outil pour les militants et militantes d'aujourd'hui, mais ce n'est pas toujours une tâche aisée que de trouver les ressources historiques dans ce mouvement en renouvellement constant. Benoît Lacoursière s'est donc donné comme but de donner une ressource juste et accessible aux nouvelles générations militantes concernant la période de 1983 à 2006, faisant ainsi suite à l'ouvrage de Pierre Bélanger qui couvre celle de 1960 à 1983.

D'entrée de jeu, il faut dire que l'exercice s'avère fructueux. Les éléments historiques factuels les plus importants sont présents dans le livre, démontrant un travail de recherche minutieux. Toutefois, l'auteur ne sombre pas dans une foire de détails qui auraient été susceptibles d'alourdir son propos. Ainsi, il s'en tient aux informations concernant les choix de luttes faits par les différentes organisations étudiantes et aux raisons qui sous-tendaient ces choix.

Par ailleurs, si le livre contient une large part d'éléments historiques, il met aussi de l'avant une analyse politique intéressante sur l'évolution du mouvement étudiant, bien articulée autour des faits historiques présentés. En fait, son analyse porte sur les organisations étudiantes pan-québécoises qui ont marqué le mouvement, à travers les causes de leur chute et de leur apparition. Plus particulièrement, il cherche à comprendre comment se sont articulées les deux grandes tendances, aujourd'hui incarnées dans les fédérations étudiantes et dans l'ASSÉ, en les inscrivant dans le contexte social du Québec qui les a vues émerger.

En somme, ce livre est un outil essentiel pour toute personne cherchant à mettre en perspective les luttes actuelles et à venir du mouvement étudiant au Québec, ou tout simplement pour ceux et celles qui s'intéressent à l'évolution des mouvements sociaux.



Disponible au local de l'ASSÉ

UN MODÈLE QUI REND FOLLE !

*Par Justine Rouse-Lamarre,
étudiante au cégep de
Saint-Laurent*

Tout le monde connaît Superman, cet homme fort et puissant, un héros pour plusieurs générations. Au quotidien, c'est un homme normal qui ne projette rien d'extraordinaire. Pourtant, une fois transformé, il devient l'incarnation des stéréotypes masculins de notre société : la beauté et les muscles du héros ressortent. Il est infailible, rien ne peut l'empêcher de sauver le monde. À travers ce personnage, érigé en modèle pour bon nombre de p'tits gars, on valorise l'image d'un homme fort, inébranlable et protecteur. Les hommes ont donc certaines images particulières de super héros auxquelles ils associent leur idéal. Mais qu'en est-il pour les femmes? Est-ce de devenir une femme d'affaires ou de ressembler aux starlettes des publicités? Est-ce plutôt d'être une mère exemplaire ainsi qu'une bonne ménagère? Cette dernière image de la femme est pour plusieurs choses du passé, mais, concrètement, ce sont encore majoritairement les femmes qui s'occupent du ménage et des repas. Ce ne sont peut-être plus uniquement celles-ci qui vont porter les enfants à l'école, mais elles ont quand même une place plus importante dans l'éducation des enfants. Il est encore rare pour un homme de s'occuper beaucoup des enfants, se percevant encore comme le pourvoyeur principal de la famille. Encore trop souvent, une mère choisissant d'avoir une carrière épanouie mène ses enfants à passer la quasi-totalité de leur temps

dans un système de garde ou en présence d'un gardien ou d'une gardienne. Ce qui est ironique, c'est que les services de garde et la garde des enfants sont, encore aujourd'hui, des secteurs d'emploi occupés en très grande majorité par des femmes. Faut-il s'étonner, devant une société qui prône toujours des qualités et des fonctions bien différentes pour les hommes et les femmes (dites



libérées), qu'une femme se retrouve tiraillée de tous les côtés, entre le travail, les tâches ménagères, les enfants, le couple, les repas, etc.? Une femme doit-elle vraiment porter la charge de toutes ces tâches sur ses épaules? Et que dire des loisirs, de la vie sociale; les femmes n'ont-elles pas droit au repos, au divertissement, à un break? Notre société aime bien (se faire) croire que l'égalité est atteinte, mais regardons autour de nous : qui s'est davantage occupé de préparer les soupers du temps des fêtes? Ceux et celles ayant déjà organisé des réceptions savent que celles-ci drainent énormément d'énergie. Les femmes, qui

s'occupent de facto de toutes ces corvées, ont-elles toute la reconnaissance qu'elles méritent? Est-ce vraiment à elles de s'occuper de tout ça? Dès notre jeune âge, nous subissons une socialisation : nous apprenons à devenir soit homme, soit femme. Cela nous aveugle souvent face à la réalité des femmes d'aujourd'hui.

Déjà qu'il est nocif de devoir se conformer à des modèles pour fitter et performer dans notre société élitiste, comment une femme peut-elle vieillir sainement? Le temps manquant dans une journée crée une pression énorme chez ces femmes qui tentent sans cesse d'en faire davantage. De plus, comme il est considéré normal qu'elles exercent toutes ces tâches quotidiennement, ces dernières ont un sentiment d'échec et de faiblesse lorsqu'elles ne réussissent pas à tout accomplir. Elles portent sur leurs performances une vision très péjorative, atteignant rarement les standards demandés. Jadis, la réussite était, pour une femme, d'être une bonne mère, une épouse docile et une ménagère exemplaire. Si les gains du mouvement féministe lui offrent désormais la possibilité de travailler, de voyager et d'avoir une multitude de hobbies, les moeurs n'ont malheureusement pas suivi; de façon générale, elle doit toujours assumer les rôles d'antan. Encore aujourd'hui, Superman est admiré pour ses pouvoirs exceptionnels, mais il n'est que fictif. Il est déplorable que toutes ces superwomen, qui s'épuisent à la tâche, n'aient pourtant aucune reconnaissance. Contrairement à nos super héros, leurs exploits sont bien réels.

RÉPRESSION ACCRUE, RIPOSTES EN VUE

*Par Chloé Domingue-Bouchard,
étudiante à l'UQAM*

Sensibiliser, mobiliser, convaincre autant d'étapes exigeantes à franchir lorsqu'on met en branle un plan d'action pour mettre de l'avant des revendications auxquelles on croit. Toutefois, lorsqu'un momentum est en marche, cette pression politique éveille les chiens de garde de l'État bourgeois. C'est ce que nous avons pu constater avec les réactions musclées, voire on ne peut plus démesurées, des nombreux corps policiers (le SPVM notamment, sachant qu'il est concerné depuis 2003 par environ 40 % des plaintes en déontologie) relativement aux différents épisodes de la campagne de grève de l'automne dernier. Nous avons su riposter par l'entremise de quelques manifestations organisées de façon spontanée.

Soulignons brièvement les événements de la «prise d'otage» de Claude Corbo, le 12 novembre dernier et le sanglant mardi 13, au Cégep du Vieux-Montréal. En réponse à cette répression flagrante où administration et État s'allient pour nous faire taire violemment, pas question d'attendre au 15 mars ! Les manifestations contre la brutalité policière se sont multipliées l'automne dernier. Rappelons-nous de ce rassemblement impromptu, mais impressionnant le 14 novembre dernier dans les rues de Montréal pour dénoncer la violence gratuite dont avaient été victimes nos camarades au Cégep du Vieux Montréal. Afin que cette répression sauvage, synonyme de la coalition entre l'État néolibéral et nos administrations ne sombre pas dans l'oubli, suite à un tapage médiatique sensationnaliste et vide de sens, une

manifestation fut organisée le 12 décembre par le Cégep du Vieux-Montréal pour scander haut et fort de se souvenir et d'agir.



Cette répression accrue dépasse incontestablement le cadre de la semaine de grève organisée par l'ASSÉ cette année. Nous assistons, et ce, non seulement en territoire montréalais, à la manifestation d'un désir profond de l'État d'étouffer toutes contestations significatives, par l'entremise de ses forces policières. À Sherbrooke, des camarades militants et militantes ont constaté la hargne policière à nombreuses reprises cet automne. Lors d'une action symbolique le 27 octobre dernier, des camarades ont tenté d'égayer le manège militaire en peignant en rose un char d'assaut afin de rappeler les barbaries impérialistes commises par notre armée en Afghanistan. Six arrêté-e-s, dont une journaliste qui couvrait l'action, traité-e-s comme des criminelles ont reçu une amende de 5000\$. De plus, de nombreuses arrestations aléatoires ont eu lieu durant une

manifestation pacifique durant la campagne de grève. Une manifestation contre la brutalité policière est alors organisée le 8 décembre, le service de police y voit alors une occasion n'ont pas de prouver sa «bonne foi», mais bien d'user de ses manifestants et manifestantes à titre d'exemple en usant de son antiémeute violemment et en arrêtant des camarades aléatoirement à la toute fin, lorsque que la manifestation pacifique se dispersait.

Les militants et militantes du mouvement étudiant ne sont pas les seul-e-s à être les cibles de cette répression renforcée qui n'est pas sans rappelée les sommets de violence étatique de 2001. Certes, des transgressions à la déontologie policière se produisent à chaque année, mais il ne faut pas prendre les derniers événements comme anodins. Une escalade de la violence étatique semble en marche. À un tel point qu'elle ne préoccupe pas seulement les gauchistes! Un véritable débat public se dessine sur l'utilisation du «taser gun». Une manifestation a d'ailleurs eu lieu le 15 décembre pour dénoncer l'affaire Quilem Registre, ce père de famille d'origine haïtienne, tué par six décharges de l'engin en question. Quatre-vingts personnes ont répondu à l'appel de la manifestation organisée par le Collectif opposé à la brutalité policière et la famille du défunt afin de dénoncer le profilage racial trop souvent exercé par les forces de l'ordre et l'utilisation abusive du «taser» censé remplacer l'arme à feu traditionnelle, mais qui sert plutôt de joujou au même titre que la matraque et le poivre de Cayenne. Reste à espérer que ce débat ne se limite pas à ces cas de moins en moins isolés et à l'utilisation du «taser», mais serve concrètement de tremplin à une réflexion collective sur le rôle des forces de l'ordre.

SOLIDARITÉ

LE COMMANDO-BOUFFE DU 4 DÉCEMBRE 2007 : UNE ACTION POLITIQUE ANTI-CAPITALISTE

Par le Comité des sans-emploi
Montréal-centre

Le 4 décembre dernier, plus de 300 personnes ont bravé la tempête pour appuyer un commando-bouffe qui a visité trois restaurants chics du centre-ville de Montréal afin de dénoncer la misère et la pauvreté grandissante de même que les limites des guignolées du temps des fêtes. Cette action était organisée par le Comité des sans-emploi Montréal-centre. Pour le Comité, l'organisation d'actions radicales et autonomes est plus nécessaire que jamais ! Le fait d'avoir choisi de mobiliser à visage découvert a par contre mis la puce à l'oreille (c'était la 4e opération du genre après la visite d'un IGA en juin 1997, celle du Queen-Elisabeth en décembre 1997 et du Marriott Château Champlain en décembre 1999). Malgré la déception de n'avoir pu s'emparer d'un buffet de riche, la manifestation s'est bien déroulée et l'impact médiatique a été important.

Un dîner d'affaires perturbé !

Le rassemblement a débuté à 11h30 dans les locaux du Comité social Centre-sud, un groupe communautaire du centre-ville de Montréal. Après quelques discours et la distribution de pancartes, les manifestantes et manifestants - et les flics en civil! - ont embarqué dans des autobus. Le cortège, bien escorté de voitures à cerise et de médias, s'est rendu à l'Hôtel Queen-Elisabeth. Un commando d'une douzaine de personnes les avait précédés pour entrer dans ce célèbre endroit où se trouve le restaurant Le Montréalais... qui avait augmenté son personnel. Le buffet a été attaqué, mais rien n'a pu franchir l'entrée principale où une échauffourée s'est produite. Le maître d'hôtel de service était le même qu'en 1997... Le dévoué Monsieur, plus efficace que ses bouncers, a lancé un retentissant « Vous m'avez fait assez chier, v'la dix ans ! ». Le commando-bouffe est sorti alors qu'entraît une horde de flics affamé-e-s.

Le commando s'est alors dirigé à pas de course vers le frangin du Queen, le Marriott Château Champlain. Les autobus ont suivi en faisant le tour du quadrilatère. Dans l'hôtel, la porte donnant accès au buffet avait été verrouillée. Il y avait bien quelques client-e-s emprisonné-e-s, mais le chiffre d'affaires de cet autre resto bourgeois a dû y goûter ce midi-là.

Jamais deux sans trois ! Le commando-bouffe a sauté à bord de taxis vers l'Hôtel des Gouverneurs en face du carré Berri. Entré en trombe, le commando s'est faufilé jusqu'au buffet. Mais les employé-e-s se sont empressés de jeter la nourriture par terre ! Des gardes de sécurité ont ensuite attaqué violemment les membres du commando. Une véritable bagarre a eu lieu jusqu'à ce que la police arrive dans un fouillis général. Elle a expulsé le commando de l'hôtel où les manifes-

tantes et les manifestants les attendaient. Un camarade a alors été arrêté puis relâché en après-midi avec une accusation de vol qualifié.

Tout ce beau monde a ensuite pris la rue pour manifester de façon animée jusqu'au Complexe Desjardins. En entrant à l'intérieur de cet important centre commercial, un « code rouge » a retenti dans les haut-parleurs et les grilles métalliques des kiosques se sont fermées... Le groupe s'est rassemblé à la place centrale et des discours ont été prononcés pour rappeler les gestes commis et décrier tant la pauvreté et la misère grandissantes que l'hypocrisie des bien-pensants et de leurs guignolées. Quelques centaines de personnes, réparties sur les balcons du Complexe observaient la scène. Plus de 1 000 tracts ont été distribués à la population durant la journée. Les manifestantes et manifestant se sont dispersés vers 14h.

L'objectif de l'action et l'impact médiatique

Par cette action, le Comité voulait marquer le coup sur l'augmentation de la pauvreté réelle depuis le commando-bouffe de 1997 et décrier à nouveau les limites des guignolées du temps des fêtes qui ne diminue en rien la pauvreté. Alors que de plus en plus de personnes doivent aller se nourrir dans les banques alimentaires, le « club des profiteurs », soit les 5 % des personnes les plus riches, a augmenté sa part de la richesse globale 21 % en 1992 à 25 % en 2004 !

Le retour au même repère de riches qu'en 1997 nous apparaissait la meilleure façon de faire passer le message. En effet, plus de 25 entrevues ont été réalisées et des extraits du communiqué de presse étaient repris pour parler de la pauvreté persistante en cette période de l'année où les grands médias semblent plus sensibles... Par ailleurs, plus de 40 groupes et regroupements communautaires, associations étudiantes locales et nationales (dont l'ASSÉ) ainsi que des collectifs politiques ont appuyé l'action. Ces appuis sont un des points positifs de l'opération.

Le Comité des sans-emploi Montréal-centre est un collectif politique d'extrême gauche, anti-capitaliste et antipatriarcal qui existe depuis 1992. Il a initié ou participé à plusieurs actions et gestes d'éclat : Déménagement de bureaux de député-e-s et « d'ostis d'crosseurs » (Lucien Bouchard, le 1er mai 2007), mobilisation contre les pro-vie en tout genre, squat, etc. Ce n'est pas un seul commando-bouffe qui va ébranler les piliers du temple. Mais ensemble, organisé-e-s dans l'action, sur des bases anti-capitalistes et antipatriarcales, peut-être que des fissures apparaîtront

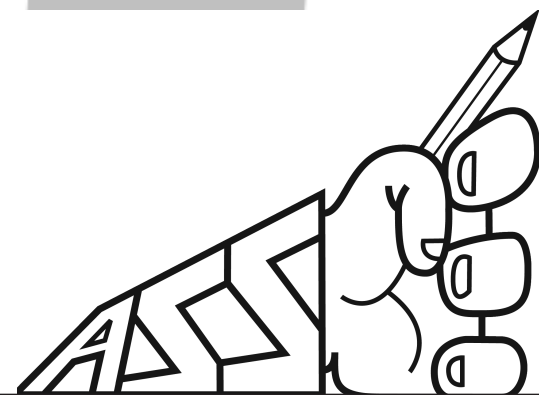
À très bientôt ! Solidarité !
514-306-7094 / cse.mtl.centre@gmail.com

Qu'est-ce que l'Ultimatum

L'Ultimatum est le journal de l'ASSÉ; il est produit par le Comité journal aidé par des collaborateurs et collaboratrices. Il est publié plusieurs fois par année et il est distribué par l'entremise des militants et des militantes d'associations étudiantes à travers le Québec. Il a pour but premier de faire la promotion de l'ASSÉ, de ses revendications et de ses plans d'action qui sont votés en Congrès par les délégué-e-s des associations membres.

L'Ultimatum se démarque des médias de masse en mettant de l'avant des positions claires et des buts précis sans se cacher derrière une fausse objectivité. Le ton journalistique employé par les grands journaux cache trop souvent des positions favorables à l'idéologie que véhiculent les classes dominantes. L'Ultimatum dévoile l'envers de la médaille sur la question de l'éducation principalement, mais aussi sur d'autres enjeux sociaux en permettant la diffusion d'un point de vue progressiste.

L'information est à la base d'un réel pouvoir. Par la production d'un journal dont le contenu est déterminé par et pour les étudiantes et étudiants, l'ASSÉ se dote d'un outil essentiel à la construction d'un rapport de force!



**Association pour une
Solidarité Syndicale
Étudiante (ASSÉ)**

Tél. 514-390-0110
www.asse-solidarite.qc.ca

Pour joindre le comité journal :
ultimatum@asse-solidarite.qc.ca

Pour joindre l'exécutif :
executif@asse-solidarite.qc.ca

Comment contribuer au journal ?

L'Ultimatum est un journal fait par et pour des étudiants et des étudiantes. Pour continuer de vivre, il a besoin de l'aide et des contributions de personnes comme toi !

Tu peux contacter directement le comité de journal de l'ASSÉ à :
ultimatum@asse-solidarite.qc.ca

Voici quelques manières de contribuer à l'Ultimatum :

- ★ En écrivant des articles
- ★ En proposant des sujets à traiter
- ★ En le diffusant dans ton milieu
- ★ En créant des dessins et des illustrations
- ★ En étant impliqué dans le comité journal